

**CAHIERS DE LA DÉLÉGATION
RASSEMBLEMENT NATIONAL
DU GROUPE
IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE**

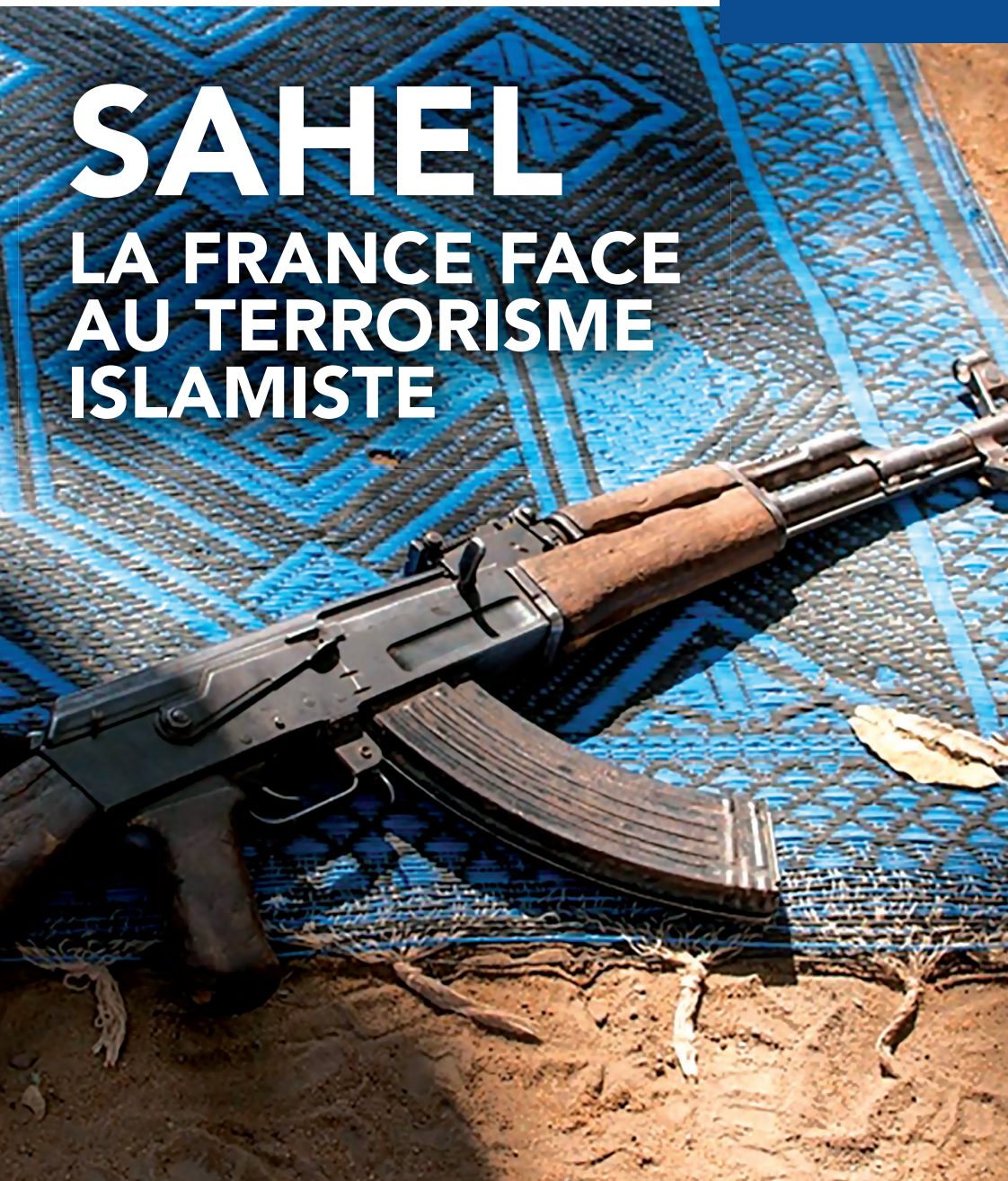
MANDATURE 2019-2024



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE**

SAHEL

LA FRANCE FACE AU TERRORISME ISLAMISTE



Éditorial



Chères lectrices, chers lecteurs,

Commençons cet opusculé sur le Sahel par un hommage aux soldats français qui y sont déployés ou l'ont été.

L'année 2020 aura marqué un tournant, puisque la France déplore désormais cinquante morts, tombés dans le cadre des opérations Serval, puis Barkhane. C'est un drame auquel aucun Français ne peut rester insensible. Pour ma part, c'est avec une tristesse particulière que j'ai appris en début d'année la disparition du sergent Yvonne Huynh et celle du brigadier Loïc Risser, du 2e régiment de hussards de Haguenau, qui a suivi celle de trois autres militaires, issus du

premier régiment de chasseurs de Thierville-sur-Meuse - endeuillant ainsi cruellement ma région Grand Est.

Cette série noire, à laquelle il convient d'ajouter les blessés en action ainsi que les pertes subies par les armées partenaires des États du G5 Sahel, pose avec acuité la question de la pérennité d'un engagement militaire qui entame en 2021 sa huitième année, depuis le début de l'opération Serval au Mali en 2013. Certes, l'annonce du Président de la République concernant la fin de l'opération tranche provisoirement le nœud gordien, en évitant un enlissement dans un Afghanistan à

la française - pays désormais érigé au rang de symbole de l'inefficacité de l'interventionnisme occidental et des « guerres interminables » dénoncées par Donald Trump.

Il serait toutefois illusoire de croire que cette initiative, qui semble relever davantage de l'opportunisme électoral, à l'orée des présidentielles, que d'une stratégie mûrement réfléchie, résout de façon définitive la question de l'engagement militaire français dans la région.

En appelant de ses vœux une intervention internationale, le chef de l'État a en effet souligné que l'opération Barkhane ne devrait pas relever du seul débat intérieur français. Mais force est de constater qu'en dépit de l'intérêt affirmé des grandes puissances mondiales, de la Chine à la Russie, en passant par la Turquie d'Erdogan, pour la région, aucun effort militaire à la hauteur des enjeux n'a vu le jour.

En particulier, la position ambiguë de l'Union européenne, donatrice généreuse mais prise de scrupules face à tout engagement militaire, est d'autant plus singulière que notre continent serait frappé de plein fouet par une éventuelle déstabilisation de cette zone subsaharienne - avec à la clef, une déferlante migratoire inédite.

Au-delà de la réponse militaire, la dégradation constante de la situation humanitaire remet durablement en cause l'efficacité de l'aide internationale dans les zones de conflit.

C'est l'ensemble de ces aspects que j'ai tenu à évoquer dans cette publication, dont je vous souhaite une excellente lecture.

Dominique Bilde,
*député français
au Parlement européen*

Les cahiers du Groupe ID. Édité par la Délégation RN du Groupe Identité et Démocratie.

Groupe Identité et Démocratie. Parlement européen, rue Wiertz, 60, 1047 Bruxelles. Parution : Septembre 2021.

Dépôt légal : Septembre 2021. Directeur de publication : Laurent Husser. - laurent.husser@europarl.europa.eu

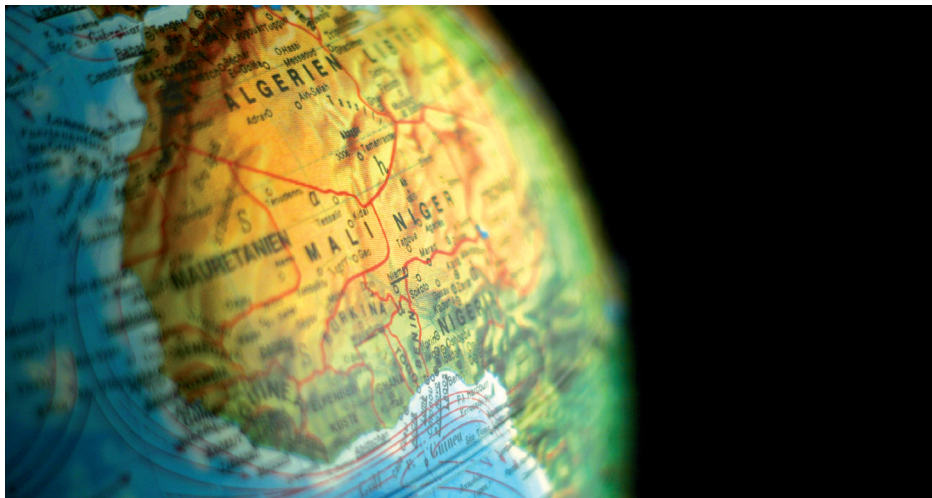
Maquette : RM. Crédits photos : Pixabay, I-Stock.

Impression-routage : RCS 531 414 142

Le Parlement européen ne peut pas être tenu responsable des informations fournies.

Cette publication n'est pas destinée à la vente.

DU MALI AU SAHEL : L'EMBRASEMENT ISLAMISTE



Étendu sur une zone de cinq millions de kilomètres carrés, le Sahel regroupe cinq États, tous à majorité musulmane : la Mauritanie, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad. Aux dissensions religieuses s'ajoutent les clivages ethniques.

Les Touaregs en particulier représentent 11 % de la population du Niger et environ 2 % de celle du Mali.

À l'origine de revendications autonomistes aboutissant en 1991 aux accords de Tamanrasset, certains Touaregs du Mali regroupés notamment au sein du MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) déclenchent une insurrection armée en 2012. La dégradation de la situation, marquée par une avance rapide des insurgés,

motive le coup d'État du 22 mars 2012 renversant le président malien Amadou Toumani Touré. Cette progression justifie l'opération Serval en janvier 2013. Le 20 juin 2015, l'accord d'Alger est signé, afin de mettre un terme aux hostilités¹.

Mais entre-temps, la révolte autonomiste touarègue a changé de nature. En effet, le leader du mouvement salafiste Ansar Dine, le Touarègue Iyad Ag Ghali, prend le dessus sur le MNLA, faisant tomber le mouvement autonomiste dans l'escarcelle islamiste, en lien avec AQMI (voir ci-contre).

À cette première fracture s'ajoute celle incarnée par les Peuls, qui représentent aux alentours de 10 % de la population au Burkina Faso, au Niger, et au Mali.

Les tensions interethniques, parfois sanglantes, ont conduit les Peuls à grossir les rangs de groupes djihadistes comme la Katiba Macina, très active dans la région malienne de Mopti.

Pour ce qui est du financement, réseaux djihadistes et criminels collaborent dans le Sahel, en témoigne la fortune d'Iyad Ag Ghali, qui selon certaines sources, pourrait être issue du trafic de drogue².

L'islam à la sauce djihadiste s'en accommode, en reconnaissant en 2001 la licéité du prélèvement de la « zakât » (dîme) sur la contrebande³.

Le Sahel constitue en effet une voie privilégiée pour l'approvisionnement du marché européen en cocaïne en provenance d'Amérique du Sud, du fait de la saturation du marché nord-américain. Selon un rapport de l'Office des Nations Unies contre les drogues et le crime en 2013, la valeur de la cocaïne transitant par l'Afrique de l'Ouest serait de 1,5 milliard de dollars⁴. Y transitent également d'autres substances du même ordre, ou tout simplement des cigarettes.

L'effondrement de la Libye de Kadhafi a ouvert deux nouveaux fronts : d'une part le trafic d'armes, qui circuleraient au nombre de huit millions dans la région⁵, et d'autre part le trafic d'êtres humains.

Selon l'ONU, environ 200 000 enfants seraient chaque année victimes de trafic en Afrique occidentale et centrale⁶. Le trafic de migrants constitue, depuis

la crise libyenne, une autre ressource : les villes de Gao ou Kidal au Mali compteraient parmi ses plaques tournantes. Au total, selon un rapport de Global Initiative against Transnational Organized Crime en 2015, le trafic d'êtres humains entre l'Afrique du Nord et l'Europe engendrerait entre 255 et 323 millions de dollars par an pour la seule Libye⁷.

Enfin, les enlèvements contre rançons ciblent en particulier les Occidentaux, ou encore le personnel des compagnies minières. Les profits que l'ensemble des organisations djihadistes opérant au Sahel en retireraient s'élèveraient à 160 millions d'euros entre 2003 et 2013^{8 9}.

Il est toutefois délicat de connaître le montant des rançons, les autorités nationales étant peu disertes en la matière. Dans l'affaire Sophie Pétronin, des allégations algériennes ont tendu à confirmer le paiement d'une rançon, outre la libération de quelque 200 djihadistes, mais il n'en existe aucune preuve.¹⁰



LE SAHEL AU CŒUR DE LA NÉBULEUSE ISLAMISTE

Constitué par cinq États majoritairement musulmans, le Sahel offre un terrain favorable à l'islam radical.

S'appuyant sur certaines politiques étatiques au début des années 2000, en faveur notamment de l'arabe coranique, les mouvements salafistes venus d'Arabie saoudite ont pu s'implanter durablement, par exemple à Agadez (Niger). Certaines ONG comme Islamic Relief auraient également contribué à l'essor d'une conception radicale de l'islam.

Le mouvement pakistanais Tablighi Jamaat a fait également des émules, auprès de nuls autres qu'Iyad Ag Ghali, fondateur d'Ansar Dine et de Hamadoun Koufa, fondateur du mouvement essentiellement peul de la Katiba Macina.

Sur ce terreau, le démantèlement par l'Algérie de ses propres réseaux

islamistes a entraîné leur exil vers le Nord du Mali. C'est le cas d'Abdelmalek Droukdel, liquidé par l'armée française en 2020, qui était un islamiste algérien consacré comme le leader d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique, née en 2007).

Les tensions ethniques et les désaccords stratégiques mènent à diverses scissions au sein d'AQMI, notamment autour du MUJAO qui fusionne avec les Signataires par le Sang au sein d'Al Mourabitoune.

Finalement, en 2017, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) fédère Ansar Dine, la Katiba Macina, Al-Mourabitoune et AQMI.

Entre-temps, l'État islamique émerge dans la région, s'opposant à AQMI. Il trouve un allié en Boko Haram, qui lui a prêté allégeance et sévit autour du lac Tchad.



HISTOIRE D'UNE IMPUISSANCE



C'est dans la foulée de la progression de la rébellion au nord du Mali que le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 2100 le 25 avril 2013¹¹. Elle institue la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), composée actuellement de 13 289 membres du personnel militaire¹², et 1 920 membres des services de police.

Le mandat de la MINUSMA, tel que défini par la résolution 2100 du 25 avril 2013, comportait deux aspects principaux : d'une part, la stabilisation du gouvernement central et d'autre part l'application de la feuille de route pour la transition¹³. Le mandat a été progressivement étendu, notamment à l'application de l'accord d'Alger de 2015, ainsi qu'à l'appui aux troupes de l'opération

Barkhane et au G5 Sahel (résolution 2364/2017)¹⁵.

La MINUSMA est la mission la plus meurtrière de l'ONU, avec 158 morts à compter du 31 mars 2021 - un constat qui en lui-même tend à accréditer les nombreuses critiques à l'encontre de cette opération¹⁶.

La MINUSMA est la première mission onusienne déployée en concomitance avec une opération antiterroriste (en l'occurrence les opérations Serval puis Barkhane), à laquelle elle apporte du reste un soutien en matière de renseignement¹⁷. Ainsi, la première unité dédiée explicitement au renseignement (l'ASIFU, « *All sources information fusion unit* ») a été intégrée au sein de la MINUSMA et collabore régulièrement avec les forces françaises¹⁸.

Toutefois, le fonctionnement de la force est entravé par sa composition, fruit d'éléments hétéroclites, puisque 61 nationalités y sont représentées, dont certaines via des effectifs purement symboliques¹⁹.

En effet, les pays participant à une mission onusienne en envoyant un bataillon obtiennent en échange environ quinze millions de dollars par an²⁰, ce qui dans de nombreux cas excède largement les frais encourus. En retour, la motivation des recrues, surtout lorsqu'elles proviennent de contrées sans rapport avec l'objet de la mission, n'est pas nécessairement au rendez-vous, à plus forte raison au regard des pertes subies.

Le Président mauritanien Mohamed Ould Ghazouani plaidait ainsi pour un équipement et un mandat plus adaptés à la lutte contre les djihadistes, qui visent également la mission onusienne : « *des forces régionales mobiles, plus légères, et connaissant mieux le terrain doivent être davantage privilégiées, plutôt qu'une force lourde et statique* », préconisait-il en 2019, selon des propos rapportés par *Jeune Afrique*²¹.

Enfin, les États-Unis voient d'un mauvais œil une mission jugée coûteuse (plus d'un milliard de dollars par an) et inefficace²². D'une manière générale, le pays ne fait pas mystère de son scepticisme quant aux missions de maintien de la paix de l'ONU, lesquelles ont tendance à s'éterniser, sans résultats tangibles. En septembre 2017, le gouvernement américain avait ainsi menacé de réduire sa contribution à un budget qui atteignait alors 7,8 milliards de dollars pour quinze missions dans le monde^{23 24}.

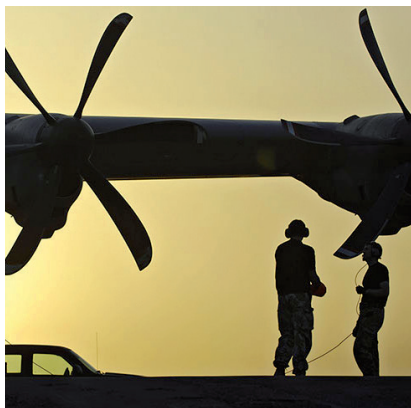
LES LIMITES DE L'INTÉGRATION AFRICAINE

La réaction rapide de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) au coup d'État malien a été d'emblée éclipsée par des rivalités avec l'Union africaine, aboutissant néanmoins à l'ébauche de la force AFISMA (African-led International Support Mission to Mali), censée soutenir les forces de sécurité maliennes.

Légitimée par la résolution 2085 du 20 décembre 2012, l'AFISMA a cependant tardé à se déployer alors que les rebelles gagnaient la capitale malienne de Bamako. En réponse, l'opération française Serval prit les devants, en procédant à des frappes aériennes ciblées et efficaces.

Le 1^{er} juillet 2013, l'AFISMA est relayée par la MINUSMA.

Cet épisode reste symptomatique des limites de l'intégration régionale et continentale africaine, du fait de leurs rivalités et de leur manque de capacité d'intervention.



DE SERVAL À BARKHANE



Lancée dans la foulée du coup d'État du 22 mars 2012 au Mali²⁵ contre le Président Amadou Toumani Touré et de l'avancée des rebelles et islamistes du Nord sur Bamako, l'opération Serval s'est révélée un succès éclatant. À partir du 11 janvier 2013, 4 000 soldats français environ ont été déployés au Mali, notamment depuis les bases tchadienne et ivoirienne²⁶ ainsi que via les troupes du dispositif d'alerte « Guépard » qui a permis de déployer 200 hommes en 48 heures^{27 28}.

Recourant aux frappes aériennes, grâce aux Rafales et Mirages, les troupes françaises réussirent à réaffirmer l'intégrité territoriale du Mali en seulement quatre mois - stratégie qualifiée de « fulgurance stratégique »²⁹.

Toutefois, outre les quelque 600 à 1000 djihadistes tués par l'opération³⁰, le reste prend la fuite vers la Libye (notamment la capitale des trafics d'Oubari) ou se fond dans la population³¹.

Face à l'expansion du foyer djihadiste dans l'ensemble du Sahel, l'opération Serval fut remplacée par l'opération Barkhane le 1er août 2014, en fusionnant avec l'opération Épervier, basée au Tchad. Elle dispose par ailleurs de points d'appui permanents à Gao au Mali et à Niamey au Niger³².

Initialement composée d'un effectif de 3 500 hommes environ, Barkhane disposait dernièrement de 5 100 hommes.

La nature de l'opération tranche avec Serval, puisqu'il s'agit désormais de couvrir une zone de cinq millions de kilomètres carrés, même si le cœur des opérations se concentre sur la région de Mopti au Mali, ainsi que celle du Liptako-Gourma, dite « des trois frontières », chevauchant le Mali, le Niger et le Burkina Faso - outre le nord du Mali³³.

L'opération Barkhane a rapidement buté sur la stratégie de harcèlement des groupes djihadistes, qui ne sont pas en mesure d'affronter l'armée française. Le recours aux engins explosifs improvisés a provoqué, par exemple, le décès du sergent Yvonne Huynh et du brigadier Loïc Risser le 2 janvier 2021³⁴.

En dépit de ces obstacles, Barkhane a engrangé des succès importants, que ce soit la liquidation du chef d'AQMI Abdelmalek Droukdel le 3 juin 2020³⁵, ou encore en octobre 2020 d'une cinquantaine de djihadistes lors de combats achevés au sol³⁶.

À l'armée française s'ajoutent les armées des États du G5 Sahel concernés.

Minées par des budgets anémiques, quoiqu'en forte augmentation (le Niger a multiplié ses dépenses militaires par 3,7 entre 2009 et 2015)³⁷, ces dernières compensent parfois leur manque de moyens par un courage indéniable - c'est notamment le cas de l'armée tchadienne, disposée à souffrir des pertes conséquentes, en témoigne notamment la disparition d'une centaine de soldats tchadiens en mars 2020 face à Boko Haram^{38 39}.

Les États concernés se sont réunis au sein du G5 Sahel, constitué le 16 février 2014 autour du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad⁴⁰. Le G5 Sahel dispose d'une force conjointe, censée rassembler environ 5 000 hommes et dont la constitution a été actée par la résolution 2359 du Conseil de sécurité de l'ONU (21 juin 2017)⁴¹.

Reste que le G5 Sahel souffre de difficultés chroniques de financement, illustrées notamment par la mobilisation très lente des fonds internationaux promis à l'issue de la conférence de Bruxelles en février 2018^{42 43}.



DES ALLIÉS QUI RESTENT INDISPENSABLES

Si le coût de l'opération Barkhane (environ 695 millions d'euros en 2019) n'est plus à démontrer, elle aura souligné que certains alliés restent indispensables à la France, notamment pour le volet aérien.

Déjà, lors de l'opération Serval, « *la France s'est appuyée sur les alliés pour 75 % du transport aérien ; 75 % du personnel et des équipements utilisés au cours des trois premières semaines ont été transportés par les alliés* », selon Timothy Clack et Robert Johnson dans leur ouvrage *Before Military Intervention*.

Pour l'opération Barkhane, Thomas Rohée en 2019 note qu'« *environ 4 000 soldats, 8 avions de chasse et entre 6 et 10 avions de transport sont employés sur cette zone d'opération. En comparaison, en Afghanistan, au maximum de la crise, 150 000 hommes étaient sur la zone avec 50 avions de combat. En Afghanistan, les avions pouvaient intervenir en général en 7 minutes, dans le Sahel ce n'est pas le cas.* »

Le Ministère des Armées rapporte pour sa part : « *7 mirages, 5 à 8 avions de transport tactique et stratégique et 3 drones REAPER.* » Il souligne également la contribution des États-Unis « *dans les domaines du ravitaillement en vol (près de 40% en 2019), du transport stratégique (12% des passagers et 9% du fret pour l'intra théâtre en 2019) et du renseignement.* »

En effet, les États-Unis ont installé à Agadez (Niger) une base de drones pour un coût de 110 millions de dollars. Le montant du soutien américain à Barkhane est estimé à environ 45 millions de dollars par an.

Toutefois, le Royaume-Uni, qui a mis à disposition de Barkhane trois hélicoptères Chinook d'une grande capacité, pourrait bien choisir de les réaffecter aux besoins de ses troupes actives au sein de la MINUSMA. Quant au Danemark, il a redéployé ses deux hélicoptères EH101 en Irak en décembre 2020.

L'UNION À L'ÉPREUVE DE LA « SOLIDARITÉ EUROPÉENNE »



La coopération au développement de l'Union européenne et des États membres pour les pays du G5 Sahel s'élève à huit milliards d'euros pour la période 2014-2020.

Au travers du principal fonds de développement (le fonds européen de développement), 628 millions d'euros ont été alloués au Burkina Faso, 542 millions au Tchad, 664 millions au Mali, 160 millions à la Mauritanie et 686 millions au Niger⁴⁴. Près de 300 millions d'euros ont été alloués en aide humanitaire entre 2018 et 2020⁴⁵.

Au regard de cet engagement financier considérable, l'incapacité de l'Union européenne à fournir un appui tangible aux armées des pays du G5 Sahel ainsi qu'à l'opération Barkhane surprend.

Certes, l'Union européenne dirige trois missions de formation des armées du G5 Sahel et des forces de sécurité : l'EUTM Mali, mission militaire lancée en 2013, et deux missions civiles : l'EUCAP Sahel Niger et l'EUCAP Sahel Mali, dont le mandat porte sur les politiques nationales de sécurité⁴⁶.

Mais l'efficacité de ces missions est sujette à caution en partie parce que les besoins réels des pays bénéficiaires seraient mal évalués. En 2013, le Parlement britannique avait d'ailleurs émis un rapport sévère sur l'EUCAP Sahel Niger, éreintant en particulier l'absence d'efforts pour définir les besoins en collaboration avec les partenaires nigériens⁴⁷. La Cour européenne des comptes a également émis ses propres réserves en 2018.

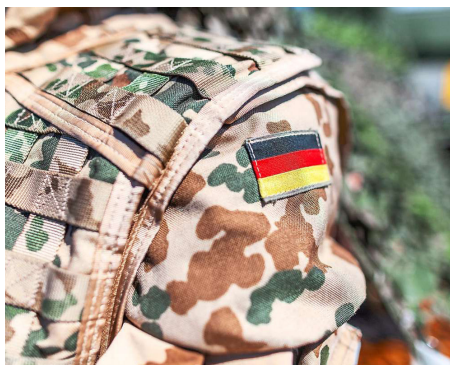
Si l'Union européenne et les États membres ont engagé 147 millions d'euros en soutien au G5 Sahel⁴⁸, d'aucuns critiquent les atermoiements quant à la fourniture d'équipements militaires adéquats⁴⁹, en particulier de matériel « létal ». De fait, le principal instrument financier de soutien aux armées du G5 Sahel, la facilité de soutien à la paix en Afrique (African Peace Facility) exclut explicitement la fourniture d'équipements de combat (munitions, etc.)⁵⁰ La création, pour le prochain cadre financier pluriannuel 2021-2027 de la facilité européenne pour la paix (European Peace Facility) a relancé le débat sur ce thème au grand dam de certaines organisations, promptes à invoquer les « valeurs européennes ».

Reste que, pour l'heure, certains États africains sont tentés de se tourner vers des partenaires moins frileux, à l'instar de la Russie, qui multiplie les accords de coopération en matière de défense sur le continent africain⁵¹.

Quant aux États membres pris individuellement, si 17 ont choisi de participer à la MINUSMA et 22 à l'EUTM Mali, ils sont moins nombreux à avoir soutenu militairement l'opération Barkhane au-delà de la fourniture (parfois précieuse) d'équipements. À cet égard, on a déjà noté le cas du Royaume-Uni ou du Danemark, l'Espagne fournissant également un appui aérien depuis le Sénégal et le Gabon⁵².

Le lancement laborieux de la force spéciale Takuba, inaugurée dans le cadre de la « Coalition pour le

Sahel » initiée lors du sommet de Pau en janvier 2020, atteste ce manque d'enthousiasme⁵³. Le dispositif ne rassemblait encore en mars 2020 que la Belgique, le Danemark, l'Estonie, les Pays-Bas et le Portugal^{54 55}.



En particulier, les réticences allemandes en matière de culture militaire restent prégnantes : ainsi, le média *Deutsche Welle* relevait qu'en dépit des appels du ministre allemand de la Défense pour un mandat plus « robuste » au Sahel⁵⁶, l'engagement allemand concerne surtout la participation à la MINUSMA et aux missions européennes précitées, avec 1 100 hommes au Mali dans le cadre de ces dispositifs - mais les opérations antiterroristes sont hors de question⁵⁷.

Autre exemple de double discours en matière de solidarité européenne : L'Italie, initialement réticente à participer à l'effort militaire français, multiplie en parallèle les initiatives diplomatiques pour son propre compte, avec l'ouverture d'une ambassade au Niger en 2018 et celle possible d'une représentation diplomatique au Mali en 2022^{58 59}.

LES ÉTATS-UNIS AU SAHEL : MAINTIEN OU RETRAIT ?



Souvent occulté, l'engagement américain dans la région est pourtant considérable.

Il remonte aux lendemains des attentats du 11 septembre, avec le lancement de l'initiative pan-sahélienne en 2002 (Pan-Sahel Initiative)

puis le partenariat antiterroriste trans-Sahara en 2008 (Trans-Sahara Counterterrorism Partnership), auquel du reste la France était partie prenante.

Si l'investissement financier a été important de 2005 à 2013, la Mauritanie, le Tchad, le Mali et le Niger ont reçu quelque 600 millions de dollars, outre 45 millions de dollars en 2014 pour que la Mauritanie, le Niger et le Kenya se dotent de trois avions Cessna 208 -, le succès n'a pas été au rendez-vous. En cause, en partie, le manque d'entraînement des troupes sur le long terme.

Par ailleurs, si le soutien matériel aux troupes françaises a été précieux, les États-Unis renâclent à fournir des soldats participant aux opérations de combat, surtout depuis la mort le 4 octobre 2017 de quatre membres des forces spéciales au Niger - la perte humaine américaine la plus importante en Afrique depuis 1993. 1 300 militaires américains restent toutefois déployés dans la région.

Sous la présidence Trump, la dénonciation des « guerres interminables », dont le symbole reste l'Afghanistan, aura laissé planer un doute sur la pérennité de l'implication américaine dans une région qui n'est guère considérée comme une priorité.



LE PARADOXE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT



Le Sahel fait face à d'exceptionnels défis en matière de développement. Ces derniers peuvent se résumer au contraste entre une explosion démographique et l'absence de débouchés économiques. Cette situation est exacerbée par les conséquences du réchauffement climatique sur le pastoralisme et l'agriculture.

L'Afrique subsaharienne est en effet la seule région du monde où la population rurale continue d'augmenter de façon significative, avec un taux de croissance de 1,85 % contre moins de 0,5 % en Chine ou en Inde⁶⁰.

La population rurale africaine devrait ainsi croître de 57 % d'ici à 2050.

À cette date, la population jeune du continent (15 à 24 ans) sera trois fois plus importante en nombre que celle de la Chine - 362 millions contre 124 millions⁶¹.

On comprend donc l'importance de fournir des débouchés économiques, que le secteur agricole, souffrant d'une irrigation et d'un accès à l'électricité déficients (de 0,2 % environ au Niger dans les zones rurales), est bien en peine de procurer⁶².

Cet état des lieux est consternant au regard de l'ampleur de l'aide internationale : manne considérable, puisqu'elle représente de 8 à 12 % du produit intérieur brut des États concernés⁶³.

Aux doutes émis sur l'efficacité de l'aide d'une manière générale - l'Afghanistan, toujours deuxième bénéficiaire mondial de l'aide publique au développement entre 2018 et 2019, est à cet égard devenu un cas limite⁶⁴, s'ajoutent des critiques plus spécifiques au Sahel.

En particulier, alors que le secteur agricole emploie 60 % de la population en Afrique de l'Ouest⁶⁵, la part des budgets nationaux consacrée à l'agriculture reste bien en-deçà de l'objectif de 10 % établi par la déclaration de Maputo⁶⁶. Il faut dire que l'effort financier impliqué par la lutte antiterroriste a obéré des budgets déjà exsangues. L'aide internationale a largement ignoré le secteur ces dernières années, et en particulier l'agriculture familiale, qui pourtant, selon un rapport récent du réseau IPES-Food, recèle un potentiel inexploité pour répondre au défi de la sécurité alimentaire comme de l'emploi.



L'AIDE HUMANITAIRE : UNE ARME À DOUBLE TRANCHANT ?

En août dernier, un drame impliquant l'ONG Acted, dont plusieurs jeunes humanitaires, leur chauffeur et leur guide tombaient sous le coup de terroristes au Niger, avait ému la France entière. Mais en avril, coup de théâtre : la région de Diffa déclare l'ONG *persona non grata* sur fond d'accusations de connexion avec des terroristes.

Ces allégations rappellent des mesures similaires prises en 2019 au Nigéria, à l'encontre d'Action contre la Faim.

De fait, les risques des interventions humanitaires en zones de conflit sont connus, notamment en ce qui concerne les détournements, qui peuvent relever de l'extorsion pure et simple, de l'infiltration, etc. Enfin, les enlèvements d'humanitaires, déjà évoqués, fournissent une manne supplémentaire.

Ces considérations n'ont jamais empêché un déversement considérable d'aide humanitaire européenne au Sahel. Par exemple, pour la seule année 2018, le Burkina Faso aura reçu 19,2 millions d'euros d'aide humanitaire, le Tchad 66,7 et le Niger 38,7 - sans compter les apports d'autres donateurs.

Des investissements plus adaptés, s'ils ont un jour lieu, permettraient de mettre fin à une aberration : en effet, le continent africain, qui dispose des deux tiers des terres arables au monde, est importateur net de denrées alimentaires^{67 68}. Mais le temps presse, au regard de l'urgence de la crise au Sahel.

Plus de deux millions de personnes sont actuellement déplacées internes au Mali, au Niger, au Tchad et au Burkina Faso en avril 2021⁶⁹.

Dans les zones touchées par le terrorisme, cette situation dramatique affecte particulièrement les enfants : plus de 709 000 âgés

de moins de cinq ans devaient souffrir de malnutrition aigüe sévère selon des projections de l'UNICEF en 2020.

À long terme, l'interruption de la scolarité compromettra leur avenir dans une région où le sous-emploi est déjà la norme. Du fait des attaques, les fermetures d'écoles ont été multipliées par six au Sahel central entre avril 2017 et décembre 2019 et 55 % des enfants de 6 à 14 ans n'y sont pas scolarisés⁷⁰.

À la clef, si cette crise perdure, une vague migratoire vers l'Europe, qui est du reste déjà en train de se matérialiser^{71 72}.



AIDE HUMANITAIRE, TERRORISME : Y A-T-IL OU NON UNE « *POLISARIO CONNECTION* » ?

Bien que faisant l'objet d'une reconnaissance internationale, le Front Polisario, qui réclame l'indépendance du Sahara occidental face au Maroc, aura fait couler beaucoup d'encre, du fait notamment, du devenir de l'aide européenne et internationale accordée aux camps de réfugiés de Tindouf, en Algérie, qu'il administre *de facto*.

En effet, j'avais alerté la Commission européenne sur les allégations de détournement affectant l'aide humanitaire européenne (d'un montant de 9 millions d'euros par an, selon le commissaire européen Janez Lenarčič). Détournements qui, selon un article de *EU Today*, contribueraient à la constitution d'un arsenal militaire. Ces allégations se fondent également sur un rapport d'audit de l'OLAF, le bureau antifraude de l'Union européenne, portant sur la période 2003-2007. Le nombre de réfugiés présents dans les camps serait également surévalué.

Par ailleurs, le Front Polisario a fait l'objet d'allégations relatives à des liens au moins indirects avec des groupes terroristes islamistes.

Dans l'ouvrage précité, *Jihâd au Sahel : Menaces, opération Barkhane, coopération régionale*, il est noté que « pour sortir de son isolement, le Front Polisario a été amené à faciliter le passage de la contrebande et même de djihadistes. »



LE MIRAGE DES NÉGOCIATIONS AVEC LES DJIHADISTES



La notion n'est pas nouvelle. Au cœur de ces tentatives, le président du Haut-conseil islamique du Mali, Mahmoud Dicko avait initié des négociations avec Iyad ag Ghali dès le début des hostilités en 2012 - une rencontre officielle avait même eu lieu le 4 décembre 2012 à Ouagadougou, en présence d'une délégation gouvernementale malienne

Si l'accord d'Alger de 2015 excluait expressément les négociations avec des groupes terroristes⁷³, la prolongation du conflit a conduit certaines langues à se délier. Ainsi l'ancien Président malien Ibrahim Boubacar Keïta évoquait-il à mots couverts l'opportunité d'explorer « certaines voies ». Le 3 décembre 2020, le Premier ministre malien Moctar Ouane affirmait même que le dialogue avec les terroristes répondrait à « une volonté des Maliens »⁷⁴.

De fait, une distinction est formulée de longue date, ce que la conférence d'entente nationale malienne de 2017 et Emmanuel Macron au sommet de Pau ont confirmé, entre les djihadistes locaux (essentiellement rattachés au JNIM) et l'État islamique⁷⁵, qui recruterait davantage parmi des éléments étrangers. Iyad ag Ghali, leader d'Ansar Dine et Hamadoun Koufa, leader peul de la Katiba Macina⁷⁶ seraient des interlocuteurs privilégiés.

et des membres les « plus flexibles » du mouvement Ansar Dine⁷⁷. Depuis lors, des missions de bons offices auraient perduré, mais sans résultats tangibles⁷⁸.

Il faut dire que les revendications des islamistes sont sans fard : autonomie du Nord et application de la charia, constitution du Mali comme un État islamique et retrait des forces étrangères du pays⁷⁹.

Par ailleurs, le dialogue, s'il a lieu, a également pour corollaire l'épineuse question de la réinsertion des djihadistes. Le programme de désarmement malien pouvait certes se targuer en février 2019 de l'inscription de 5 000 combattants, mais il est difficile de s'assurer de leur désarmement effectif, et la réinsertion à long terme de jeunes gens peu qualifiés (et parfois analphabètes) fait question, surtout si elle a lieu dans le cadre des forces armées nationales.

PETIT MOT DE FIN

La fin annoncée de l'opération Barkhane impose d'en tirer un bilan, nécessairement provisoire.

Commençons d'abord par le flou qui entoure une décision hâtive du chef de l'État, sans doute motivée par le calendrier électoral. En effet, l'issue incertaine d'une opération militaire coûteuse aurait pesé lourdement sur l'élection présidentielle, alors que le plus récent sondage indiquait un retournement de l'opinion publique sur cette question.



La proposition d'Emmanuel Macron d'internationaliser l'action militaire au Sahel paraît certes séduisante. Force est toutefois de constater que la France n'aura pas été en mesure, en huit ans, de mobiliser ses propres alliés européens, tandis que les Américains soufflaient le chaud et le froid. L'ONU aura vu sa propre mission se heurter aux mêmes écueils que les avatars précédents - et ce, en dépit de pertes humaines supérieures et d'un accent antiterroriste plus assumé. Enfin, les organisations régionales et continentales africaines auront démontré leurs limites face à la réalité d'un conflit armé.

Par ailleurs, la conférence de Bruxelles de février 2018, qui aura réuni des acteurs aussi hétéroclites que le Qatar ou l'Arabie saoudite, invite à s'interroger sur les contours d'une internationalisation qui impliquerait des États potentiellement liés à l'essor mondial de l'islam radical, voire du terrorisme islamiste.

Dans les faits, la mondialisation du conflit en est déjà à ses balbutiements. La Russie, en particulier, multiplie les accords de coopération en matière de défense - notamment dernièrement avec le Mali. Et même si ses méthodes, incarnées par les mercenaires de Wagner, suscitent de fortes réserves en République centrafricaine, elles offrent toutefois un contraste saisissant avec l'angélisme européen, arc-bouté par exemple sur la dichotomie entre équipement « létal » et « non-létal » ou encore sur les scrupules des États membres à engager leurs troupes dans des actions de combat.

Il serait plus logique d'imaginer que l'internationalisation du conflit implique son voisinage proche, en particulier l'Algérie ou le Maroc - s'agissant de ce dernier, sa bonne volonté pourrait toutefois buter sur la position ambiguë de certains États européens vis-à-vis du Front Polisario.

Finissons par la situation paradoxale de cette région, qui regorge de ressources naturelles (notamment d'or et d'uranium), aiguisant bien des convoitises et bénéficie d'une aide internationale considérable. Entravé par une démographie débridée, mais porté par une forte croissance économique (la plus élevée du continent africain), le Sahel dispose à long terme d'atouts non négligeables.

Quant à la France, il est sans doute illusoire d'attendre un retrait définitif et complet du Sahel. Elle doit toutefois trouver le juste équilibre entre le maintien d'une présence adaptée aux enjeux et l'enlèvement dans un Afghanistan à la française.

Dominique Bilde,
*député français
au Parlement européen*

NOTES DE FIN

1 Olivier Hanne, Guillaume Larabi, Jihâd au Sahel. Menaces, opérations Barkhane et coopération régionale. Bernard Giovan-gelli Editeur. 2015.

2 « Ansar Dine est dirigé par une ancienne figure de la rébellion Touareg, Iyad Ag Ghali, qui déstabilise le pays. Ce chef narco-djihadiste, baron du trafic de drogue, est très impliqué dans les reconstitutions des groupes djihadistes et figure parmi les cibles prioritaires des militaires français. » <https://www.lopinion.fr/edition/international/56060>

3 « Le prélèvement de la zakât, la dîme islamique, sur les produits de contrebande a été jugé comme conforme aux règles du jihâd dès 2001 par le salafiste égyptien, al-Tartusi. » Olivier Hanne, Guillaume Larabi. Précité. page 78

4 <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/14175.pdf> « On estime que le prix d'un kg de cocaïne débarqué en Afrique de l'Ouest coûte 15 000 euros. Selon un rapport de l'ONUDC, en 2013, la valeur de la cocaïne qui a transité en Afrique de l'Ouest est estimée à près de 1, 5 milliard de dollars US. »

5 Idem, page 81

6 Les Mafias du Mali. Trafics et terrorisme au Sahel. Serge Daniel. Descartes & Cie, 2014, page 45

7 https://www.iai.it/sites/default/files/menara_wp_25.pdf « According to a report by the Global Initiative against Transnational Organized Crime published in 2015, human trafficking from the North African coasts to Europe generated an estimated 255–323 million US dollars per year of illegal money in Libya alone. »

8 https://www.iai.it/sites/default/files/menara_wp_25.pdf « By all accounts, the amount was much lower than that earned through kidnapping in the Sahel, which is estimated to have generated more than 160 million euro for jihadi organizations between 2003 and 2013. »

9 Idem page 81

10 <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/alger-dit-avoir-recupere-une-tranche-de-la-rancon-des-otages-au-sahel-20201228> « Négociée par le pouvoir malien avec un groupe djihadiste combattu depuis des années par la France, la libération en octobre de 200 prisonniers contre quatre otages, dont une Française, a alimenté les tensions entre Paris et Alger. »

11 <https://digitallibrary.un.org/record/740273?ln=fr>

12 <https://minusma.unmissions.org/en/mandate-0>

13 <https://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/minusma/mandate.sht-mf?~:text=Agissant%20en%20vertu%20du%20Chapitre,qui%20lui%20a%20%C3%A9%20confi%C3%A9>

14 <https://www.un.org/press/fr/2013/CS10987.doc.htm>

15 résolution 2364 (2017) <https://www.un.org/press/fr/2017/cs12895.doc.htm>

16 <https://minusma.unmissions.org/en/personnel>

17 Towards UN counter-terrorism opera-

tions, John Karlsrud, Third World Quarterly, 2017

18 <https://www.jeuneafrique.com/858284/politique/sahel-macky-sall-et-mohamed-ould-ghazouani-veulent-un-mandat-renforce-face-aux-jihadistes/>

19 Idem - Africanistan, Serge Michailof, précité.

20 « A country that sends a battalion as part of a United Nations peacekeeping operation receives about USD 15 million per year. The salary it pays its soldiers might be between USD 2 million and USD 4 million. » Africanistan, Serge Michailof, précité.

21 <https://www.jeuneafrique.com/858284/politique/sahel-macky-sall-et-mohamed-ould-ghazouani-veulent-un-mandat-renforce-face-aux-jihadistes/>

22 <https://www.un.org/press/en/2021/sga2022.doc.htm>

23 <https://theconversation.com/le-maintien-de-la-paix-version-onu-radiographie-dune-impuissance-84942> « Avec un budget de 7,8 milliards et 15 missions qui semblent sans fin, l'ONU est mise en demeure de réduire le nombre de Casques bleus qui émargent à son budget, quelque 95 000 aujourd'hui. »

24 Autre source : The UN and the African Union in Mali and beyond : a shotgun wedding ? Thomas G. Weiss and Martin Welz, 2014, The Royal Institute of International Affairs.

25 « C'est pourquoi la réduction du format de la force Serval a commencé dès le début du mois d'avril 2013, avec la fin de l'opération Panthère et le redéploiement progressif du GTIA 4 à Abidjan avant son retour en France. La force Serval déployée au Mali a ainsi vu son effectif réduit de 4 000 hommes pendant la période du 30 janvier au 30 avril 2013, au plus fort de la crise, à 3 200 environ au début du mois de juin. »

26 « En effet, ce sont les forces prépositionnées en Afrique, forces spéciales comprises, qui sont intervenues les premières au Mali, soit environ 800 hommes, venant principalement du Tchad et de Côte d'Ivoire. »

27 « À côté du dispositif d'alerte « Guépard » de l'armée de terre (cf. infra), le pré-positionnement de forces en Afrique est sans aucun doute le facteur décisif qui explique l'extrême réactivité de l'intervention française en permettant, dans des délais extrêmement court, de stopper avec succès l'avancée des GAD vers Bamako. En effet, ce sont les forces prépositionnées en Afrique, forces spéciales comprises, qui sont intervenues les premières au Mali, soit environ 800 hommes, venant principalement du Tchad et de Côte d'Ivoire. » <https://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i1288.asp>

28 Olivier Hanne et Guillaume Larabi, page 135.

29 Olivier Hanne et Guillaume Larabi, page 134.

30 Olivier Hanne et Guillaume Larabi, page 105.

31 Olivier Hanne et Guillaume Larabi,

page 107

32 Dossier presse de l'armée.

33 Une guerre perdue, la France au Sahel. Marc-Antoine Pérouse de Montclos, JCLattès, janvier 2020

34 Au Mali, Barkhane face aux engins explosifs improvisés, Sud-Ouest, 26 mai 2021.

35 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/19/sahel-aqmi-confirme-la-mort-de-son-chef-abdelmalek-droukdel_6043353_3212.html

36 <https://www.lefigaro.fr/international/mali-barkhane-en-quete-d-une-sahelisation-des-operations-20201102>

37 Africanistan, development or jihad, Serge Michailof, Oxford University Press, 2018. « In a characteristic case, Niger was forced to multiply its military spending by a factor of 3,7 between 2009 and 2015. » page 292.

38 Towards UN counter-terrorism operations, John Karsrud, Third World Quarterly, 2017.

39 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/26/au-tchad-l-armee-ebanlee-par-la-mort-d-une-centaine-d-hommes_6034476_3212.html

40 <https://www.g5sahel.org/le-g5-sahel-celebre-lan-6-de-la-signature-de-la-convention-de-sa-creation/>

41 <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/securite-desarmement-et-non-proliferation/terrorismes-l-action-internationale-de-la-france/l-action-de-la-france-au-sahel/article-la-force-conjointe-g5-sahel-et-l-alianca-sahel> « Le 2 juillet 2017, les 5 chefs d'États du G5 Sahel ont officialisé à Bamako le lancement d'une force conjointe transfrontalière en vue de mutualiser leurs efforts dans la lutte contre les menaces sécuritaires au Sahel. Cette force militaire conjointe a été actée par la résolution 2359 du Conseil de sécurité de l'ONU (21 juin 2017), portée par la France. »

42 <https://afrique.la Tribune.fr/finances/investissement/2018-02-23/a-bruxelles-le-g5-sahel-change-de-strategie-et-mobilise-davantage-de-fonds-769665.html>

43 Autre source : - coût de l'opération Barkhane : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/01/04/l-operation-barkhane-de-nouveau-ebanlee-par-des-attaques_6065139_3212.html

Tenir le sol grâce à l'air : l'exemple de l'interopérabilité sol-air dans le cadre de l'opération Barkhane, 2919/3, Institut de stratégie comparée, CAIRN Info.

Sur les États-Unis : <http://www.slate.fr/story/194343/afrique-sahel-armee-france-operation-barkhane-soutien-etats-unis-projet-retrait-reduction-troupes-donald-trump>

« Pour faciliter la collecte d'informations sur les djihadistes, les États-Unis ont installé depuis 2017 une importante base de drones dans le nord du Niger, près d'Agadez, en plein cœur du désert. Construite pour un coût de 110 millions de dollars, elle sert désormais de plateforme de surveillance pour l'ensemble du Sahel. »

« Ravitaillement en vol des Rafale, transport des troupes, collecte de rensei-

gnements sur les djihadistes, le montant de l'assistance américaine aux soldats français est estimé à plus de 45 millions de dollars par an. Une goutte d'eau dans le colossal budget annuel du département de la Défense, qui s'élève à 800 milliards de dollars, relèvent plusieurs analystes. »

44 Peace and security 2020, evaluation the EU approach to tackling the Sahel conflicts, European Parliamentary Research Service. 2020.

45 Idem.

46 European Parliament Research Service, note EU aid to the Sahel.

47 <https://publications.parliament.uk/pa/cm201314/cmselect/cmeule-g/83-xviii/8322.htm>

48 « le chiffre de 147 millions correspond à deux enveloppes. La première, de 100 millions d'euros, provient de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, alimentée des contributions des États membres dans le cadre du Fonds européen de développement. L'autre, de 47 millions d'euros, est versée par les États membres via deux modalités : le centre de coordination et la contribution de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique (15,6 millions). » <https://www.bruxelles2.eu/2019/05/combien-a-fourni-l'union-europeenne-au-g5-sahel/>

49 Serge Michailof, Africanistan, development or Jihad. Oxford University Presse. 2018.

50 Peace and Security 2020. Evaluating the approach to tackling the Sahel Conflict. European Parliamentary Research Service, European Union 2020. Page 32.

51 <https://www.safeworld.org.uk/resources/news-and-analysis/post/853-eus-new-a10bn-peace-facility-risks-fueling-conflict>

52 Dossier presse du ministère des Armées.

53 "La principale décision prise à Pau par les chefs d'État est la création d'une coalition dénommée : «Coalition pour le Sahel». <https://www.alliance-sahel.org/presse/communiqués/coalition-pour-le-sahel/>

Cette nouvelle entité censée regrouper toutes les initiatives futures et déjà opérationnelles dans la région - notamment le G5-Sahel, la force française Barkhane composée de 4.500 hommes ainsi que le futur groupement de forces spéciales, baptisé Takouba («sabre de bois» en langue tamashek). » <https://www.dw.com/fr/une-nouvelle-coalition-an-nonc%C3%A9e-%C3%A0-pau-pour-pacifier-le-sahel/a-52013018>

54 <https://www.lopinion.fr/blog/secret-de-fense/sahel-cinq-pays-europeens-re-joignent-france-dans-tf-takuba-215259>

55 <https://www.france24.com/fr/20200327-la-france-et-12-autres-pays-forment-la-task-force-nakuba-pour-com-battre-les-terroristes-au-sahel>

56 <https://www.dw.com/en/germany-ponders-bigger-troop-mandate-in-africas-sahel/a-51828723>

"There are currently has around 1,100 German soldiers stationed in Mali taking part in a UN mission in the region, as well

as an EU military training mission." Before military intervention. Upstream stabilisation in theory and practice. Timothy Clack · Robert Johnson Editors. Palgrave McMillan, 2019.

57 Germany and United Nations peacekeeping : the cautiously evolving contributor. Joachim A. Koops. 26 septembre 2016.

58 « Rome veut sa place dans le Yalta sahélien ». Africa Intelligence. 1er juillet 2020.

59 Sur l'engagement militaire américain, voir : Before Military Interventions, Upstream Stabilisation in Theory and Practice , Timothy Clack, Robert Johnson Editors, Springer Nature Switzerland AG 2019

60 Africanistan, page 37.

61 Africanistan page 36

62 Africanistan, page 61.

63 Africanistan, page 209.

64 "It has earlier been noted that Africa's young working-age population (15-24 years) will be three times larger than that of China by 2050" Africanistan, page 36.

https://public.tableau.com/views/AidAtAGlance/DACmembers?:embed=y&:display_count=no?&:showVizHome=no#1

65 http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/IPES-Food_RapportIntegral_OA_FR%283%29.pdf

66 Africanistan, page 38

67 https://www.lepoint.fr/afrique/nasser-brahimi-l-afrique-importe-presque-tout-ce-qu-elle-consomme-16-06-2020-2380076_3826.php « Déjà, l'Afrique importe presque tout ce qu'elle consomme, alors qu'elle possède les deux tiers des terres arables de la planète. »

68 <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1394842/ico-de/#:~:text=1.%27Afrique%20est%20importatrice%20nette,quelque%2080%20milliards%20d%27USD.>

69 2,267,449 <https://data2.unhcr.org/en/situations/sahelcrisis>

70 Les violences au Sahel ont un «impact dévastateur» pour les enfants, ATS - Agence Télégraphique Suisse, 28 January 2020

« Plus de 709'000 enfants de moins de cinq ans souffriront de malnutrition aiguë sévère (MAS) dans les trois pays en 2020, selon des estimations rapportées par l'Unicef. Plus de 4,8 millions de personnes pourraient être en situation d'insécurité alimentaire. »

« L'agence insiste sur l'étendue du dommage causé à l'éducation. Entre avril 2017 et décembre 2019, sous l'effet d'attaques de plus en plus courantes contre les établissements, les enseignants et les élèves, les fermetures d'école ont été multipliées par six au Sahel central. Plus de huit millions d'enfants de 6 à 14 ans n'y sont pas scolarisés, soit près de 55% de cette tranche d'âge. »

71 Sources sur le Polisario. <https://>

www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2020-004289-ASW_FR.html

Article EU Today : <https://eutoday.net/news/politics/2020/tindouf-camps-in-algeria>

Olivier Hanne, Guillaume Larabi, Jihâd au Sahel. Menaces, opération Barkhane, coopération régionale. Bernard Giovan-gelli Editeur. 2015. page 71.

Serge Daniel. Les mafias du Mali, Trafics et terrorisme au Sahel. Descartes&Cie. 2014. page 65.

72 Sources encart sur l'aide humanitaire : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210415-niger-l-ong-acted-dans-le-collimateur-du-gouverneur-de-diffa>

<https://www.actionagainsthunger.org/story/nigeria-action-against-hunger-forced-close-its-office-maiduguri#:~:text=Nigeria%3A%20Action%20Against%20Hunger%20Forced%20to%20Close%20its%20Office%20in%20Maiduguri,-By%3A%20Action%20Against&text=Action%20Against%20Hunger%20delivers%20neutral,vulnerable%2C%20especially%20women%20and%20children.>

73 Al-Qaida se dit prêt au dialogue avec les autorités maliennes, Le Figaro International, 12 mars 2020

74 Négocier avec les djihadistes : une solution pour le Mali ? Nicolas Normand. Le Point. 8 décembre 2020

75 Al-Qaida se dit prêt au dialogue avec les autorités maliennes, Le Figaro International, 12 mars 2020.

76 Political settlements with jihadists in Algeria and the Sahel, West African Papers, OECD Publishing, October 2018

77 Political settlements with jihadists in Algeria and the Sahel, West African Papers, OECD Publishing, October 2018

78 Parler aux djihadistes au centre du Mali, le dialogue est-il possible ? Rapport Afrique N.276, 28 mai 2019, International Crisis Group.

79 Négocier avec les djihadistes : une solution pour le Mali ? Nicolas Normand. Le Point. 8 décembre 2020



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE**



GROUPE IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE

BRUXELLES

Bât. Altiero Spinelli
12G217
60 rue Wiertz
B-1047 Bruxelles

STRASBOURG

Bât. Louise Weiss - T07088
1 av. du Président Robert Schuman
CS 91024
F-6 7070 Strasbourg Cedex